

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20220628-lmc1168633A-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 5 juillet 2022
Date d'affichage : 04/07/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
62	17	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
N° 22/06/163		
CONVENTIONS DE LIVRAISON D'EAU EN GROS AVEC LE MINISTERE DES ARMEES - AUTORISATION DE SIGNATURE		

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATESTTI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

REPRESENTES :

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATESTTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI.

ABSENTS :

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

Séance Publique du 28 juin 2022

N° D' O R D R E : 22/06/163

**O B J E T : CONVENTIONS DE LIVRAISON D'EAU EN GROS AVEC
LE MINISTERE DES ARMEES - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°21/09/283 du 30 septembre 2021 approuvant le choix du délégataire pour le service d'eau potable du Secteur Centre du 01/01/2022 au 31/12/2033,

VU le contrat de délégation de service public d'eau potable conclu avec la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone pour l'exploitation du service d'eau potable du secteur Centre à compter du 01/01/2022, en particulier à l'article 5.2.6 relatif aux ventes d'eau en gros,

VU les conventions existantes de livraison d'eau en gros avec le Ministère des Armées pour l'alimentation de ses sites propres ainsi que de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer arrivant à échéance au 31/12/2021,

VU l'avis de la Commission Espaces Publics et Proximité en date du 10/05/2022,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 20 juin 2022,

CONSIDERANT que le contrat de délégation de service public d'eau potable du Secteur Centre prévoit des livraisons d'eau en gros avec le Ministère des Armées dans la continuité des dispositions préexistantes,

CONSIDERANT les conventions annexées fixant les conditions techniques et financières de livraison d'eau en gros avec le Ministère des Armées pour l'alimentation de ses sites propres ainsi que de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer.

CONSIDERANT que le délégataire est mandaté par la Collectivité pour percevoir auprès des usagers concernés la part de la Collectivité,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes des conventions suivantes et **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole à les signer :

- Convention de livraison d'eau en gros au Ministère des Armées,
- Convention de livraison d'eau en gros à la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à prendre toutes les dispositions et de signer tous les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4

D'AFFECTER les recettes afférentes à ces conventions au Budget annexe Eau Potable 40 et au chapitre 70.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0



Convention de livraison d'eau en gros

Bénéficiaire : Ministère des Armées

Entre :

- **La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du Conseil métropolitain en date du, et désignée ci-après par « **la Métropole** »,
de première part,
- **L'Etat - Ministère des armées**, représenté par le Directeur de La Plate-forme Commissariat Sud, Le Commissaire en Chef de 1^{ère} classe Richard COUSSIN agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'arrêté d'habilitation en date du 22 juin 2007, modifié par arrêté du 6 juillet 2018, et désignée ci-après par « **le Bénéficiaire** »,
de seconde part,
- **La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant éllection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde, représentée par Monsieur Eric LAHAYE, Directeur de la Région Méditerranée, et désignée ci-après par « **le Concessionnaire** ».
de troisième part

Il a été exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, par délibération de son conseil métropolitain en date du 30 septembre 2021, un contrat de Concession sous forme de délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du secteur Centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var, ci-après "le Contrat de Concession". Ce contrat de concession prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022 et a pour date d'échéance le 31 décembre 2033.

La Métropole, le Ministère des Armées et la Société des Eaux de Toulon sont cocontractants au titre d'une convention de livraison d'eau en gros dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2021.

Il convient donc de mettre en place une nouvelle convention tripartite, permettant de régir les relations entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Concessionnaire de son service public d'eau potable - secteur centre - (ci-après dénommé service de production) et le Ministère des Armées pour la période du 1^{er} Janvier 2022 au 31 Décembre 2033.

En conséquence il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Conditions générales de fourniture de l'eau au Bénéficiaire

Le Concessionnaire est responsable de la continuité de la production et de la qualité de l'eau potable livrée au Bénéficiaire. Pour cela, il ajuste en permanence la production d'eau des différentes installations du service de production afin d'assurer la continuité de l'alimentation en eau du Bénéficiaire, dans la limite des volumes précisés à l'article 6.

Le Concessionnaire prend en compte les mesures de débit nécessaires au suivi de la livraison d'eau et éventuellement, si l'exploitant du service d'eau du Bénéficiaire l'accepte, les mesures de niveau dans les réservoirs alimentés par ces livraisons.

Le Concessionnaire établit en concertation avec le Bénéficiaire ou son exploitant, les niveaux de référence dans les réservoirs alimentés par les livraisons d'eau et des grilles de prévisions de débit au départ de ces réservoirs. Les prévisions de débit sont indicatives : elles ont pour objet de renseigner le Concessionnaire sur le régime moyen probable de fonctionnement des installations.

Article 2 : Points de livraisons d'eau au Bénéficiaire

2.1 Les dispositifs de livraison d'eau :

Ces dispositifs comprennent, depuis les ouvrages du service de production :

- Le dispositif de raccordement aux ouvrages du service de production d'eau.
- Une canalisation de liaison jusqu'au dispositif de comptage, d'une longueur la plus courte possible.
- Un ou plusieurs dispositifs de comptage de l'eau.

Lorsque le dispositif de comptage appartient au service de production, le dispositif de livraison d'eau jusque et y compris le dispositif de mesure, fait partie du service de production.

Lorsque le dispositif de comptage appartient au Bénéficiaire, le dispositif de livraison d'eau, non compris le dispositif de mesure, fait partie du service de production.

Le point de livraison de l'eau au Bénéficiaire est matérialisé par la bride aval du dispositif de comptage, si ce dernier appartient au service de production ou par la bride amont du dispositif de comptage si ce dernier appartient au Bénéficiaire.

Ce point de livraison marque la limite de responsabilité entre :

- **Le Concessionnaire pour tout ce qui est situé en amont du point de livraison.**
- **Le Bénéficiaire pour tout ce qui est situé en aval du point de livraison.**

Les installations situées à l'aval du point de livraison sont la propriété du Bénéficiaire qui fait son affaire de leur installation, de leur surveillance, de leur maintenance et de leur équipement y compris tous dispositifs de régulation de pression, de débit ou de remplissage de réservoir qui seraient éventuellement nécessaires. Ces installations du Bénéficiaire ne devront en aucun cas porter atteinte au bon fonctionnement ou à la pérennité des installations du service de production ou à la qualité de l'eau distribuée par le service de production. En tant que de besoin le Bénéficiaire installera à ses frais un dispositif empêchant le retour d'eau dans les installations du service de production.

Le Concessionnaire est chargé à titre exclusif d'assurer la maintenance des dispositifs de livraison de l'eau au Bénéficiaire. Ces opérations incluent :

- a) la maintenance courante des dispositifs de livraison d'eau, qui comporte :
 - la surveillance des dispositifs et des conditions hydrauliques de pression ;
 - l'entretien, la réparation et le remplacement des vannes et appareils d'isolement ;
 - l'élimination des fuites ;
 - la surveillance et les réparations nécessaires sur les massifs d'ancrage et ouvrages de génie civil associés aux raccordements.
- b) le renouvellement et les grosses réparations des raccordements et des organes hydrauliques qui comportent tous les renouvellements qui s'avèrent nécessaires en sus des opérations d'entretien et de réparation.

Le Concessionnaire vérifie que les biens du service sont sécurisés vis à vis d'effets d'éventuels désordres sur les installations du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire veille qu'une rupture de canalisation de son service, ne puisse provoquer de rupture sur les conduites et organes hydrauliques du service de production.

2.2 Comptage :

L'eau est fournie exclusivement au compteur.

Les compteurs de livraison d'eau au Bénéficiaire font partie du service de production, sauf mention particulière.

Le Concessionnaire procède au relevé des compteurs aussi souvent que nécessaire, et au minimum à fréquence mensuelle.

Les compteurs utilisés pour le contrôle des débits et volumes livrés au Bénéficiaire sont les suivants :

Bénéficiaire	Dénomination	Propriété des compteurs
Ministère des Armées	Tourris Marine (réservoir des Favières)	Métropole TPM
Ministère des Armées	Réservoir de Beausoleil	Métropole TPM

Dispositions concernant les compteurs appartenant au Bénéficiaire :

Le Bénéficiaire est détenteur des compteurs au sens de la réglementation relative aux compteurs d'eau froide. Il est responsable des conséquences qui pourraient résulter de leur défaillance.

Il tient à jour le carnet métrologique prévu par la réglementation.

Il procède à ses frais à la vérification des compteurs du service aussi souvent qu'il le juge utile. Cette vérification est réalisée conformément à la réglementation relative au contrôle des instruments de mesure, notamment celle relative au contrôle des compteurs d'eau froide en service (décret du 6 mars 2007 et arrêté du 19 décembre 2011).

Le Concessionnaire est en droit d'exiger la vérification des compteurs.

Si le compteur est conforme à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire supporte les frais de vérification. Dans le cas contraire, les frais de cette vérification sont à la charge du Bénéficiaire.

Lorsque nécessaire, le remplacement des compteurs de livraison d'eau est assumé par le Bénéficiaire à sa charge.

Article 3 : Provenance de l'eau, qualité, pression

3.1 Provenance et qualité de l'eau livrée au Bénéficiaire :

L'eau livrée au Bénéficiaire provient des installations de production d'eau potable de la Métropole (usines de La Valette, Dardennes ou Saint Antoine) et d'éventuels achats d'eau traitée auprès de la Société du Canal de Provence.

L'eau livrée au Bénéficiaire par le Concessionnaire doit, aux points de livraisons, être conforme en permanence aux normes de qualité en vigueur concernant les eaux destinées à la consommation humaine.

Le Concessionnaire n'est pas responsable de la dégradation de la qualité de l'eau qui pourrait intervenir sur les installations du Bénéficiaire. Ce dernier fait son affaire des mesures nécessaires pour assurer le maintien de la qualité de l'eau, au besoin par l'utilisation de dispositifs de traitement adaptés.

Le Concessionnaire assure le contrôle analytique de la qualité de l'eau aux points de livraison conformément aux directives des services de la santé.

Le Bénéficiaire assure le contrôle analytique de la qualité de l'eau sur ses installations situées en aval du point de livraison conformément aux directives des services de la santé.

3.2 Pression :

L'eau est livrée aux points de livraison à une cote piézométrique comprise entre 93 m NGF et 98 m NGF pour le point de livraison de Beausoleil et entre 311 m NGF et 315 m NGF pour le point de livraison de Tourris Marine situé au réservoir des Favières. Le Bénéficiaire fait son affaire des aménagements éventuels nécessaires à l'utilisation de l'eau qui lui est destinée.

Article 4 : Situation de crise

Lorsqu'il constate une brusque dégradation de la qualité de l'eau ou une brusque dégradation des ouvrages assurant la production d'eau nécessitant une réaction immédiate rendue nécessaire par la protection de la santé humaine ou lorsqu'il n'est plus en mesure de fournir les quantités d'eau requises au Bénéficiaire, le Concessionnaire doit :

- prendre immédiatement, de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum ;
- informer sans délai le Bénéficiaire, ainsi que la Métropole ;
- informer parallèlement le Préfet, afin qu'il prenne également les mesures d'urgence qui lui incombent ;
- mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires pour rétablir le plus rapidement possible une alimentation normale en eau, en liaison avec la Métropole et les autorités sanitaires.

Article 5 : Information des Bénéficiaires

Le Concessionnaire prend les mesures nécessaires pour assurer l'information courante du Bénéficiaire et lui communiquer les documents administratifs relatifs au service conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, le Concessionnaire met en place le paramétrage nécessaire pour l'ouverture d'un « grand compte » de son site internet, au bénéfice du « Ministère des armées-base de défense de Toulon ». Cet outil de consultation permet de disposer, en particulier, des remontées quotidiennes d'information de la consommation d'eau et de bénéficier de toutes les informations utiles connexes. Un système d'alerte par email signalera pour chaque point de livraison tout écart de plus de 5% avec la consommation de la veille entre 1h00 et 3h00.

Cette mission du Concessionnaire n'inclut pas l'information relative à la politique générale de gestion du service qui est du ressort de la seule Métropole.

Article 6 : Volumes garantis

6.1 Volumes garantis par le Concessionnaire au Bénéficiaire :

Sous réserve des dispositions des articles 1 et 4, le Concessionnaire garantit au Bénéficiaire, les volumes d'eau suivants :

Bénéficiaire	Volume journalier garanti	Volume moyen annuel garanti
Ministère des Armées	15 000 m3/j	2 200 000 m3/an

Lorsque les volumes d'eau disponibles sont réduits par nécessité de service ou par la cause de difficulté exceptionnelle, le Concessionnaire en informe immédiatement la Métropole et le Bénéficiaire afin de définir de manière concertée les volumes résiduels livrables.

6.2 Achat d'eau du Bénéficiaire

Ce volume constitue l'engagement minimum d'achat d'eau annuel du Bénéficiaire au Concessionnaire :

Bénéficiaire	Volume annuel minimum d'achat d'eau du Bénéficiaire
Ministère des Armées	1 200 000 m3

Les parties conviennent de se réunir tous les quatre ans afin de rediscuter de la cohérence de ce volume avec les besoins réels du Bénéficiaire.

Article 7 : Tarif des ventes d'eau et actualisation du tarif

7-1 Tarif des ventes d'eau hors taxe

Ces tarifs comprennent :

- la rémunération du Concessionnaire en contre partie des charges qui lui incombent en application du contrat de production
- la part revenant à la Métropole pour lui permettre de financer les travaux sur les installations non pris en charge par le Concessionnaire.

Le tarif applicable, fixé en valeur de base au 1er janvier 2022, au Bénéficiaire est le suivant :

Bénéficiaire	Part fixe annuelle du Concessionnaire en € HT	Part variable au m3 du Concessionnaire en € HT/m3	Part variable au m3 de la Métropole en € HT/m3
Ministère des Armées	438 885	0,1953	0,0300

Le tarif du Concessionnaire est susceptible d'être révisé pendant la durée de la convention, en application des clauses de révision du Contrat de Concession.

Lorsque le tarif de la Métropole précisé ci-dessus est modifié, il est déterminé par délibération et le Bénéficiaire en est informé.

Au tarif défini ci-dessus, s'ajoutent les taxes et redevances perçues pour le compte des organismes compétents (redevance pour la préservation des ressources en eau de l'Agence de l'Eau par exemple) et la TVA selon la réglementation en vigueur ainsi que toutes taxes et redevances qui seraient instituées au profit d'organismes tiers et qui auraient à être facturées avec le service de l'eau.

7-2 Actualisation du Tarif des ventes d'eau

Les composantes du **tarif du Concessionnaire** (part fixe et part variable au m³) sont actualisées au 1er janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$T_n = T_o \times K_n \text{ avec :}$$

T_n = tarif applicable à la facturation de la période n

T_o = tarif de base établi en valeur économique du mois de janvier 2022.

Avec K_n tel que défini au sein du contrat de Concession.

A la date d'établissement de la présente convention, K_n est défini ainsi qu'il suit au sein du Contrat de Concession :

Le coefficient K_{1N} aura la forme suivante :

$$K_1 = 0,20 + (0,284 \times \frac{A}{A_0}) + (0,021 \times \frac{B}{B_0}) + (0,245 \times \frac{C}{C_0}) + (0,150 \times \frac{D}{D_0}) + (0,100 \times \frac{E}{E_0})$$

Avec :

Indice	Descriptif de l'indice et pondération
A	Indice coûts horaires : ICHT-E A_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
B	Indice Electricité : 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité > 36KVA » B_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022)..
C	Indice Travaux Public Canalisations : TP10a, canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux..... C_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).....
D	Indice Frais et services divers : Index FSD2 - Frais et services divers, modèle de référence n° 2 D_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
E	Indice liée aux achats d'eau : Coefficient de révision des tarifs d'achats d'eau brutes auprès de la SCP, selon la formule défini au sein des Conditions Générales du service de l'eau – Eaux urbaines – de la SCP . E_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).

L'actualisation du tarif est effectuée en prenant en compte la valeur valide des paramètres ci-dessus. En conséquence, pour tenir compte du délai qui s'écoule entre la date de valeur de ces paramètres et la date de leur publication, il est convenu d'appliquer les dispositions suivantes :

- La valeur de base des paramètres indice « o » prise en compte est leur valeur valide du mois de janvier 2022.

Le calcul de la première actualisation du tarif du Concessionnaire aura lieu le 1^{er} janvier 2023.

Article 8 : Modalités de facturation et recouvrement

8-1 Présentation des factures et délais de paiement

Le Concessionnaire perçoit auprès du Bénéficiaire les sommes correspondant aux éléments de tarification suivants :

- Sa rémunération propre pour la fourniture de l'eau, calculée par application du tarif ci-dessus ;
- La part revenant à la Métropole et calculée en application des tarifs fixés par la Métropole ;
- Les droits et redevances additionnels au prix de l'eau destinés aux différents organismes publics ;
- La taxe à la valeur ajoutée (TVA) ;
- Les autres taxes, redevances ou contributions que le Concessionnaire serait amené à percevoir auprès des Bénéficiaires des livraisons d'eau par suite de décisions qui lui seraient imposées.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Concessionnaire est autorisé à identifier la redevance pour préservation des ressources en eau sur une ligne spécifique des factures adressées au Bénéficiaire.

Les délais de paiement sont fixés à 30 jours à compter de la réception de la facture en LRAR par le Bénéficiaire.

En cas de réclamation dûment justifiée sur le contenu d'une facture, le Bénéficiaire doit en informer le Concessionnaire par LRAR. A la réception de la réclamation, le délai de paiement est interrompu jusqu'à ce que la réclamation ait été traitée par une réponse circonstanciée du Concessionnaire et transmise par LRAR.

8-2 Périodicité de la facturation

La facturation est mensuelle.

La part fixe annuelle est facturée d'avance et par douzièmes.

La part proportionnelle est facturée sur relevé mensuel des volumes livrés.

8-3 Modalités de facturation

8.3.1 Définition des entités facturées.

La facturation mensuelle de vente d'eau à la Marine Nationale et à l'exploitant du service d'eau potable sur la commune de Saint Mandrier sera répartie par la Concessionnaire, dans les conditions des articles 7 et 8 de la convention :

- **Arsenal et St Mandrier Marine**
DRSID Toulon – Département SIP – BP 31036 – 83057 Toulon Cédex ;
- **Exploitant du service d'eau potable sur la ville de Saint Mandrier**
- **Arsenal du Mourillon**
DGA/CELM Site Méditerranée – Avenue de la Tour Royale – BP 40915 – 83050 Toulon Cédex ;
- **Hôpital Sainte Anne**
Service Comptabilité – BP 20545 – 83041 Toulon Cédex 9 ;
- **Hôpital Sainte Anne 2000**
Service Comptabilité – BP 20545 – 83041 Toulon Cédex 9 ;
- **Tourris Marine**
DRSID Toulon – Département SIP – BP 31036 – 83057 Toulon Cédex.

8.3.2 – Répartition de la Part Fixe du tarif de vente en gros.

La part fixe annuelle du Concessionnaire sera répartie entre les différentes entités de la Marine Nationale et de l'exploitant du service d'eau potable sur la commune de Saint-Mandrier, au prorata de leurs consommations de la période de pointe 2021 (soit du mois de Mai au mois de Septembre inclus). Le calcul de détermination de cette répartition est présenté dans le *tableau 1* annexé.

Mode de répartition des parts fixes du tarif :

Entité	Part des Parts Fixes facturée
Arsenal et St Mandrier Marine	68,35 %
Exploitant du service d'eau potable sur la Ville de Saint Mandrier	23,76 %
Arsenal du Mourillon	0,82 %
Hôpital Sainte Anne	1,56 %
Hôpital Sainte Anne 2000	4,11 %
Tourris Marine	1,40 %

Cette répartition pourra être actualisée en fonction de l'évolution des consommations en période de pointe sur demande du Bénéficiaire.

8.3.3 Répartition des Parts Variables du tarif de vente en gros.

La liste exhaustive des compteurs des différentes entités desservies par la Marine Nationale, est indiquée dans le *tableau 2 annexé*.

La Marine Nationale transmettra à la CEO les index de fin de mois de ces compteurs au plus tard le 3 du mois suivant. Les services de la CEO établiront les factures sur la base de ces index, et en appliquant les algorithmes de calcul présentés au *tableau 3 annexé*.

Les algorithmes de calcul présentés au *tableau 3 annexé* sont conçus en particulier afin que la vente totale d'eau du service de production à la Marine nationale, comptabilisée aux deux compteurs de livraison d'eau (Tourris Marine et Réservoir de Beausoleil), soit intégralement répartie sur les différentes entités desservies par la Marine Nationale.

8-4 Conditions de versement de la part métropolitaine

Le versement à la Métropole des sommes facturées au titre de la part Métropolitaine est effectué en trois versements annuels selon le calendrier suivant :

- Le 15 mai de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de janvier, février, mars et avril pour l'année N ;
- Le 15 septembre de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de mai, juin, juillet et août pour l'année N ;
- Le 15 janvier de l'année N+1 au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de septembre, octobre, novembre et décembre de l'année N.

Toutes sommes non versées à la date fixée par le présent article porte intérêt au double du taux légal dès expiration dudit délai.

8.5 Contentieux de la facturation

Le Concessionnaire est chargé de recouvrer les factures qu'il a émises.

Aucune poursuite judiciaire pour non paiement de facture ne peut être engagée à l'encontre du Bénéficiaire avant que celui-ci n'ait disposé du temps nécessaire pour régulariser la situation après une mise en demeure notifiée par le Concessionnaire :

- En cas de non paiement, la mise en demeure adressée par LRAR intervient 30 jours après que la facture ait été reçue par le Bénéficiaire.
Le Bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours supplémentaires suivant la réception de la mise en demeure, pour régler son impayé. Le Concessionnaire est fondé pendant ce délai, à demander une pénalité calculée au double du taux légal, appliqué au montant impayé.

Le Bénéficiaire peut saisir la Métropole autorité concédante, pour évoquer un éventuel différend et lui demander de se prononcer sur les modalités de son traitement. Cette saisine rallonge le délai supplémentaire suivant réception de la mise en demeure et avant la coupure d'eau de 1 mois, le temps pour la Métropole de formuler sa réponse.

8.6 Assignation comptable et traitement des factures

Désignation, adresse, numéro de téléphone de l'ordonnateur secondaire

Plate-forme Commissariat Sud – D0425XO083
Division Finances
BCRM Toulon - BP 42
83800 TOULON Cedex 9
Tél. : 04.22.42.17.37

Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

L'administrateur général des finances publiques
Directeur Départemental des Finances Publiques du Var
Place Besagne – Centre Mayol
83 000 Toulon
Tél. : 04.94.03.82.00

Transmission des factures

La transmission des factures par voie dématérialisée est obligatoire.

Le titulaire adresse sa facture par voie dématérialisée à la Plate-Forme Commissariat Sud via le portail internet CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'ensemble du service proposé est gratuit.

Le titulaire procède à la transmission de sa facture par voie dématérialisée selon le mode "portail". Le titulaire doit, au préalable, créer puis activer un compte sur le portail CHORUS PRO et souscrire en ligne un mandat de facturation au profit de l'Etat qui produira ainsi, au nom du titulaire, les originaux électroniques de ses factures, puis procèdera à leur archivage pour une durée de 10 ans.

Il devra déposer en ligne ses factures, au format PDF non signé.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation une aide technique est proposée et mise à disposition.

Pour tout problème technique sur chorus, création de compte, dépôt de facture, message d'erreur :

- utilisation du tchat « CLAUDIA »

Pour information, les modes opératoires sont disponibles au lien suivant :

- <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Article 9 : Date d'effet, durée

La présente convention a pris effet au 1^{er} janvier 2022. Sa date d'échéance est fixée au 31 décembre 2033 ou à la date d'échéance du Contrat de Concession si celle-ci est antérieure. Il est convenu entre les parties que les tarifs prévus à l'article 8 s'appliquent à compter du 01/01/2022.

Article 10 : Révision de la convention

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle.

Article 11 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties avec un préavis minimum d'un an.

Fait à TOULON, le

<p>Pour la Métropole,</p> <p>Monsieur Hubert FALCO, Président</p>	<p>Pour le Bénéficiaire,</p> <p>Le Commissaire en Chef de 1^{ière} classe Richard COUSSIN Directeur de la Plate-forme Commissariat Sud</p>
<p>Pour le Concessionnaire,</p> <p>Monsieur Eric LAHAYE Directeur de la Région Méditerranée</p>	

Métropole TPM secteur Centre

Convention de livraison d'eau en gros

Bénéficiaire : La Marine Nationale

ANNEXES :

CONVENTION DE LIVRAISON D'EAU A LA MARINE NATIONALE - TABLEAU 1
RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DE LA MARINE NATIONALE DE TOULON
CALCUL DE REPARTITION DE LA PART FIXE

Mois - Année 2021	Volumes consommés en 2021	Rendement de réseau mensuel en 2021	Volumes facturés en 2021	Volumes facturés cumulés en 2021	% du total pour répartition de la Part Fixe
ARSENAL ET ST MANDRIER MARINE					
Mai	93 565	99,53%	94 006	469 241	68,35%
Juin	91 899	98,34%	93 446		
Juillet	86 302	95,84%	90 049		
Août	93 773	102,72%	91 294		
Septembre	100 363	99,92%	100 445		
VILLE DE ST MANDRIER					
Mai	22 377	99,53%	22 483	163 073	23,75%
Juin	26 078	98,34%	26 517		
Juillet	42 366	95,84%	44 205		
Août	43 738	102,72%	42 582		
Septembre	27 264	99,92%	27 286		
ARSENAL DU MOURILLON					
Mai	1 366	99,53%	1 372	5 643	0,82%
Juin	264	98,34%	268		
Juillet	1 298	95,84%	1 354		
Août	1 171	102,72%	1 140		
Septembre	1 506	99,92%	1 507		
HOPITAL STE ANNE					
Mai	1 549	99,53%	1 556	10 705	1,56%
Juin	2 267	98,34%	2 305		
Juillet	2 406	95,84%	2 510		
Août	2 107	102,72%	2 051		
Septembre	2 280	99,92%	2 282		
HOPITAL STE ANNE 2000					
Mai	6 844	99,53%	6 876	28 222	4,11%
Juin	6 726	98,34%	6 839		
Juillet	5 706	95,84%	5 954		
Août	4 180	102,72%	4 070		
Septembre	4 480	99,92%	4 484		
TOURRIS MARINE					
Mai	1 872	100%	1 872	9 609	1,40%
Juin	2 717	100%	2 717		
Juillet	1 696	100%	1 696		
Août	1 861	100%	1 861		
Septembre	1 463	100%	1 463		
TOTAL MARINE					
Mai à Septembre 2021	681 484	99,26% hors TOURRIS	686 493		100,00%

CONVENTION DE LIVRAISON D'EAU A LA MARINE NATIONALE - TABLEAU 2- RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DE LA MARINE NATIONALE DE TOULON - RECENSEMENT DES POINTS DE LIVRAISON PAR ENTITE DESERVIE

SITES	SITUATION	MARQUE	MODELE	DN	référence convention Marine	N° de serie	ANNEE	OBSERVATIONS
TOURRIS	Réservoir Tourris N°19	ACTARIS	WOLTEX	100	TM	D06X1123679	2006	
TOULON	Base Navale Normal	ITRON		250	ASM1	I19MM931701	2020	Mise en service en juin 2020
	Base Navale Secours	ACTARIS	WOLTEX	150	ASM2	DO1WK073856	2001	
	Fort Lamalgue	ACTARIS	FLOSTAR M	100	ASM3	03U1039182	2003	
	USAM Bazeilles (La Hune)	KENT		30	ASM4	301576	1991	
	Gendarmerie Castigneau GD	ACTARIS	WOLTEX	100	ASM5		2019	
	La Solde Incendie	ACTARIS	FLOSTAR M	100	ASM8	01W1073857	2001	
	La Solde	ACTARIS	FLOSTAR M	40	ASM7	94PE003759	1994	
	Club Sportif de la Marine	ACTARIS	FLOSTAR M	40	ASM9	07AE041316	2007	
	Mourillon D 200	ACTARIS	WOLTEX	150	AM	03X1044515	2003	Facturé directement à DGA
	Hôpital Ste Anne	ELSTER		150	HSA1	A12W K705673	2012	Facturé directement à l'HIA (si toujours existant)
	Compteur vers St Mandrier	ACTARIS	WOLTEX	200	ASM10	04XL057019	2004	
	Hôpital Ste Anne 2000	ACTARIS	WOLTEX	150	HSA1-2000	06XK098202	2006	Facturé directement à l'HIA
ST MANDRIER	Ilôt hôpital Ste Anne (Emprise St Anne EST)	ACTARIS	FLOSTAR M		HSA2	D11UK120573	2011	Facturé directement à l'HIA
	CIN			100	VSM2			

CONVENTION DE LIVRAISON D'EAU A LA MARINE NATIONALE - TABLEAU 3
RESEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE DE LA MARINE NATIONALE DE TOULON
ALGORITHME DE CALCUL DES FACTURATIONS D'EAU PAR ENTITE DESSERVIE

Livraisons d'eau de Toulon Production à la Marine	Fréquence du relevé	Référence compteur	Volume total mensuel livré à la Marine
Compteur général du Réservoir Beausoleil Compteur de Tourris Marine	Mensuelle Mensuelle	RB TM	V_{tot} = V_{RB} + V_{IM}

**Méthode de répartition des facturations d'eau aux différentes entités de la Marine,
au pro-rata de leurs consommations mensuelles**

Désignation de l'entité facturée	Calcul de la conso mensuelle	Calcul du volume facturé mensuel
Arsenal et St Mandrier Marine	VASM = VASM1 + VASM2 + VASM3 + VASM4 + VASM5 + VASM6 + VASM7 + VASM8 + VASM9 + VASM10 - (VSM1 + VSM2)	FASM = VASM / Rdt
Ville de St Mandrier	VVSM = VSM1 + VSM2	FVSM = VVSM / Rdt
Arsenal du Mourillon	VAM	FAM = VAM / Rdt
Hopital Sainte Anne	VHSA1	FVHSA1 = VHSA1 / Rdt
Hopital Sainte Anne 2000	VHSA2	FVHSA2 = VHSA2 / Rdt
Tourris Marine	VTM	FTM = VTM

Calcul du rendement du réseau Marine	Rdt (en %, calculé au 1/100 ème) =	(VASM + VVSM + VAM + VHSA1 + VHSA2) / V_{RB}
---	---	---

Vérification - On s'assurera après calculs, de l'égalité suivante :	FASM + FVSM + FAM + FVHSA1 + FVHSA2 + FTM = V_{tot}
--	--



Convention de livraison d'eau en gros

**Bénéficiaire :
Commune de Saint-Mandrier**

Entre :

- **La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM)**, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du Conseil métropolitain en date du, et désignée ci-après par « **la Métropole** »,
de première part,
- **L'Etat - Ministère des armées**, représenté par le Directeur de la Plate-forme Commissariat Sud, le Commissaire en Chef de 1^{ière} classe Richard COUSSIN agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'arrêté d'habilitation en date du 22 juin 2007, modifié par l'arrêté du 6 juillet 2018 et désignée ci-après par "**La Marine**",
de seconde part,
- **La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le Siège Social est 21 rue de La Boétie, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile en ses locaux sis Rue des Oliviers ZA le Pouverel 83130 La Garde, représentée par Monsieur Eric LAHAYE, Directeur de la Région Méditerranée, et désignée ci-après par « **le Concessionnaire** »
de troisième part

Il a été exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a confié à la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, par délibération de son conseil métropolitain en date du 30 septembre 2021, un contrat de Concession sous forme de délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable du secteur Centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var, ci-après "le Contrat de Concession". Ce contrat de concession prend effet à compter du 1er janvier 2022 et a pour date d'échéance le 31 décembre 2033.

La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto assure l'exploitation du service public d'eau potable sur la commune de Saint-Mandrier dans le cadre d'un contrat de délégation de service public dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2030.

La Métropole, le Ministère des Armées et la Société des Eaux de Toulon sont cocontractants au titre d'une convention de fourniture d'eau sur le périmètre de la commune de Saint-Mandrier à partir des installations de la Marine Nationale dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2021.

Il convient donc de mettre en place une nouvelle convention tripartite, permettant de régir les relations entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, le Concessionnaire et le Ministère des Armées pour la fourniture d'eau sur le périmètre de la commune de Saint-Mandrier, pour la période du 1^{er} Janvier 2022 au 31 Décembre 2030.

Il est précisé que les parties sont également signataires d'une convention tripartite de livraison d'eau en gros du Ministère des Armées (ci-après "la Convention tripartite de livraison d'eau en Gros au Ministère des Armées").

En conséquence il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Conditions générales de fourniture de l'eau au Bénéficiaire

La fourniture d'eau pour l'alimentation de la commune de Saint-Mandrier provient des installations de production d'eau du "secteur centre" de la Métropole.

L'eau est fournie par le Concessionnaire à la Marine au compteur du réservoir de Beausoleil qui marque le départ du réseau propriété de la Marine.

Le Concessionnaire garantit que la qualité de l'eau fournie au niveau de ce compteur est conforme aux normes de qualité en vigueur concernant les eaux destinées à la consommation humaine.

La Marine assure ensuite la fourniture d'eau au Bénéficiaire pour l'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Mandrier.

Article 2 : Points de livraisons d'eau au Bénéficiaire

Les fournitures d'eau sont effectuées au compteur DN 150 du Quai Ballot à Saint-Mandrier, à l'arrivée des deux conduites sous-marines appartenant à la Marine.

La Marine garantit que la qualité de l'eau fournie au niveau de ce compteur est conforme aux normes de qualité en vigueur concernant les eaux destinées à la consommation humaine.

La Métropole fait son affaire des mesures qui seront éventuellement nécessaires pour assurer sur son propre réseau le maintien de la qualité de l'eau ainsi fournie par la Marine.

Les prélèvements d'eau de la commune seront effectués à l'aide d'une conduite alimentant gravitairement le réservoir communal de Cavalas dont le radier est à l'altitude de 58 mètres NGF.

La pression minimale de service sur le quai Ballot devra permettre en toutes circonstances d'alimenter gravitairement le réservoir communal de Cavalas, sauf en cas de circonstances exceptionnelles provenant d'une casse de conduite ou d'incidents non prévisibles engendrant des travaux de réparation organisés par la Marine.

Article 3 : Comptage :

Les volumes consommés sont relevés et facturés mensuellement sur chacun des points de livraison à la commune de Saint-Mandrier à savoir :

- le compteur DN 150 du quai Ballot,
- le compteur DN 100 du CIN (compteur mis hors service par la Marine).

Les compteurs de livraison d'eau au Bénéficiaire sont propriété de la Métropole.

Le Concessionnaire du service d'eau potable sur la commune de Saint-Mandrier est détenteur des compteurs au sens de la réglementation relative aux compteurs d'eau froide. Il est responsable des conséquences qui pourraient résulter de leur défaillance.

Il tient à jour le carnet métrologique prévu par la réglementation.

Il procède à ses frais à la vérification des compteurs du service aussi souvent qu'il le juge utile. Cette vérification est réalisée conformément à la réglementation relative au contrôle des instruments de mesure, notamment celle relative au contrôle des compteurs d'eau froide en service (décrets du 6 mars 2007 et du 9 novembre 2007).

La Marine est en droit d'exiger la vérification des compteurs.

Si le compteur est conforme à la réglementation en vigueur, la Marine supporte les frais de vérification. Dans le cas contraire, les frais de cette vérification sont à la charge du Bénéficiaire.

Lorsque nécessaire, le remplacement des compteurs de livraison d'eau est assumé par le Concessionnaire du service d'eau potable sur la commune de Saint-Mandrier à sa charge.

La Marine garantit au Concessionnaire l'accès aux compteurs de livraison d'eau pour réaliser les opérations ci-dessus.

Article 4 : Quantité et pression

La capacité de transport jusqu'à Saint-Mandrier est estimée à 4.800 m³ par jour avec à l'arrivée sur le quai Ballot, une pression résiduelle de 6 bars. Les parties conviennent que le Bénéficiaire pourra solliciter, pour les besoins de l'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Mandrier en période de pointe, 80 % du volume journalier maximum cité ci-dessus.

Dans cette hypothèse, le volume journalier maximum autorisé en période de pointe pour l'alimentation en eau de la commune de Saint-Mandrier sera ainsi de 3 800 m³ par tranche de vingt-quatre heures.

Les livraisons d'eau au Bénéficiaire pourront être réduites ou interrompues en cas d'incident grave sur les différentes installations d'alimentation en eau de la Marine. Dans ce cas précis, la Marine s'engage à minimiser le plus possible la période d'indisponibilité de la fourniture d'eau à la commune de Saint-Mandrier.

Article 5 : Situation de crise

Lorsqu'il constate une brusque dégradation de la qualité de l'eau ou une brusque dégradation des ouvrages assurant la production d'eau nécessitant une réaction immédiate rendue nécessaire par la protection de la santé humaine ou lorsqu'il n'est plus en mesure de fournir les quantités d'eau requises au Bénéficiaire, la Marine doit :

- prendre immédiatement, de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum ;
- informer sans délai le Bénéficiaire, ainsi que la Métropole ;
- informer parallèlement le Préfet, afin qu'il prenne également les mesures d'urgence qui lui incombent ;
- mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires pour rétablir le plus rapidement possible une alimentation normale en eau, en liaison avec la Métropole et les autorités sanitaires.

Article 6 : Tarif des ventes d'eau et actualisation du tarif

6-1 Tarif des ventes d'eau hors taxe

Ces tarifs comprennent :

- une part fixe annuelle qui pour l'alimentation de la commune de Saint-Mandrier représente 23,76 % de la part fixe affectée annuellement à la Marine en application de la Convention tripartite de livraison d'eau en gros au Ministère des Armées,
- une part proportionnelle au mètre cube consommé composé :
 - o de la part revenant au Concessionnaire en application de la Convention tripartite de livraison d'eau en Gros au Ministère des Armées,
 - o de la part revenant à la Métropole.

Le tarif applicable, fixé en valeur de base au 1er janvier 2022, au Bénéficiaire est le suivant :

Part fixe annuelle en € HT	Part variable au m3 du Concessionnaire en € HT/m3	Part variable au m3 de la Métropole en € HT/m3
23,76 % de 438 885	0,1953	0,0300

Le tarif du Concessionnaire est susceptible d'être révisé pendant la durée de la convention, en application des clauses de révision du Contrat de Concession.

Lorsque le tarif de la Métropole précisé ci-dessus est modifié, il est déterminé par délibération et le Bénéficiaire en est informé.

Au tarif défini ci-dessus, s'ajoutent les taxes et redevances perçues pour le compte des organismes compétents (redevance pour la préservation des ressources en eau de l'Agence de l'Eau par exemple) et la TVA selon la réglementation en vigueur ainsi que toutes taxes et redevances qui seraient instituées au profit d'organismes tiers et qui auraient à être facturées avec le service de l'eau.

6-2 Actualisation du Tarif des ventes d'eau

Les composantes du tarif du Concessionnaire (part fixe et part variable au m³) sont actualisées au 1er janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$T_n = T_o \times K_n \text{ avec :}$$

T_n = tarif applicable à la facturation de la période n

T_o = tarif de base établi en valeur économique du mois de janvier 2022.

Avec K_n tel que défini au sein du contrat de Concession.

A la date d'établissement de la présente convention, K_n est défini ainsi qu'il suit au sein du Contrat de Concession :

Le coefficient K_1 aura la forme suivante :

$$K_1 = 0,20 + (0,284 \times \frac{A}{A_0}) + (0,021 \times \frac{B}{B_0}) + (0,245 \times \frac{C}{C_0}) + (0,150 \times \frac{D}{D_0}) + (0,100 \times \frac{E}{E_0})$$

Avec :

Indice	Descriptif de l'indice et pondération
A	Indice coûts horaires : ICHT-E A_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
B	Indice Electricité : 35111403 « Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour une capacité > 36KVA » B_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022)..
C	Indice Travaux Public Canalisations : TP10a, canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux..... C_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).....
D	Indice Frais et services divers : Index FSD2 - Frais et services divers, modèle de référence n° 2 D_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).
E	Indice liée aux achats d'eau : Coefficient de révision des tarifs d'achats d'eau brutes auprès de la SCP, selon la formule défini au sein des Conditions Générales du service de l'eau – Eaux urbaines – de la SCP . E_0 = (en attente des valeurs connues au 01/01/2022).

L'actualisation du tarif est effectuée en prenant en compte la valeur valide des paramètres ci-dessus. En conséquence, pour tenir compte du délai qui s'écoule entre la date de valeur de ces paramètres et la date de leur publication, il est convenu d'appliquer les dispositions suivantes :

- La valeur de base des paramètres indice « o » prise en compte est leur valeur valide du mois de janvier 2022.

Le calcul de la première actualisation du tarif du Concessionnaire aura lieu le 1^{er} janvier 2023.

Article 7 : Modalités de facturation et recouvrement

7-1 Présentation des factures et délais de paiement

Les factures sont adressées mensuellement par la Marine au Bénéficiaire.

Les délais de paiement sont fixés à 30 jours à compter de la réception de la facture en LRAR par le Bénéficiaire.

En cas de réclamation dûment justifiée sur le contenu d'une facture, le Bénéficiaire doit en informer le Concessionnaire par LRAR. A la réception de la réclamation, le délai de paiement est interrompu jusqu'à ce que la réclamation ait été traitée par une réponse circonstanciée du Concessionnaire et transmise par LRAR.

7-2 Périodicité de la facturation

La périodicité de la facturation est fixée ainsi :

- La facturation est réalisée mensuellement,
- La part fixe annuelle est facturée d'avance, chaque mois, par douzième,
- La part proportionnelle est facturée suivant le relevé mensuel des volumes livrés.

7-3 Conditions de versement de la part métropolitaine

Le versement à la Métropole des sommes facturées au titre de la part Métropolitaine est effectué en trois versements annuels selon le calendrier suivant :

- Le 15 mai de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de janvier, février, mars et avril pour l'année N ;
- Le 15 septembre de l'année N au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de mai, juin, juillet et août pour l'année N ;
- Le 15 janvier de l'année N+1 au plus tard, versement du montant facturé au titre des mois de septembre, octobre, novembre et décembre de l'année N.

Toutes sommes non versées à la date fixée par le présent article porte intérêt au double du taux légal dès expiration dudit délai.

Article 8 : Date d'effet, durée

La présente convention a pris effet au 1^{er} janvier 2022. Sa date d'échéance est fixée au 31 décembre 2030 ou à la date d'échéance du Contrat de Concession si celle-ci est antérieure. Il est convenu entre les parties que les tarifs prévus à l'article 6 s'appliquent à compter du 01/01/2022.

Article 9 : Révision de la convention

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle.

Article 10 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties avec un préavis minimum d'un (1) an.

Fait à TOULON, le

<p>Pour la Métropole,</p> <p>Monsieur Hubert FALCO, Président</p>	<p>Pour la Marine</p> <p>Monsieur Le Commissaire en Chef de 1^{ière} classe Richard COUSSIN Directeur de la Plate-forme Commissariat Sud</p>
<p>Pour le Concessionnaire,</p> <p>Monsieur Eric LAHAYE Directeur de la Région Méditerranée</p>	

